COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.

Pour la reconstruction de la IVe internationale.

Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 7 NOVEMBRE 2026 - n°1380 **PRIX : 1 €**

ÉDITORIAL

Pour l'extension des mobilisations !

Des centaines de milliers de jeunes, lycéens, étudiants, Gilets jaunes, salariés et membres des classes laborieuses en colère défilent chaque samedi en France. Commencée le 17 octobre, la mobilisation ne faiblit pas.

Ce sont les jeunes des lycées de banlieue qui ont commencé puis ont été rejoints par tous les lycées y compris en Martinique et en Guadeloupe. Puis d'autres catégories sociales se sont jointes aux immenses manifestations de rue, en France.

La flambée du prix des carburants a motivé la colère de bien des manifestants. Mais cette colère dépasse le problème du prix à la pompe. Elle exprime le ras-le-bol général, l'exaspération devant les dépenses qui augmentent tandis que les salaires stagnent et que les fins de mois sont difficiles.

En Guadeloupe et en Martinique, la colère contre la vie chère s'exprime aussi. En Guadeloupe, le collectif *Nou Las Palé* (NLP) (nous sommes fatigués de parler) a organisé des blocages dès le 14 octobre. Il rassemble des personnes aux intérêts différents, dont des chefs d'entreprise, des agriculteurs, des petits commerçants, des travailleurs et des militants. Si la vie chère frappe toute la population, ce collectif ne constitue pas pour autant un mouvement de travailleurs : les intérêts des patrons et des salariés ne sont pas les mêmes.

En Martinique, le RPPRAC (rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro caribéennes) a bloqué le Carrefour du quartier de Dillon, hypermarché appartenant à la riche famille béké Hayot. Face à leurs revendications, la seule de réponse de l'État français est de protéger les intérêts des plus gros, en gazant les manifestants venus exiger que les prix exorbitants baissent.

Camarades travailleurs, nous avons tout intérêt à entrer dans les luttes contre la vie chère. Pour les travailleurs, la seule manière durable de ne pas s'appauvrir est d'obtenir des augmentations de salaire à la hauteur de la hausse des prix.

Dans les mobilisations, des jeunes des quartiers populaires manifestent souvent leur colère en brûlant, cassant ou en pillant des magasins. À Sainte-Thérèse, à Fort-de-France, à Pointe-à-Pitre, comme dans l'Hexagone, ces jeunes dits « émeutiers » sont confrontés à une violence sociale quotidienne qui se traduit par étudier dans des établissements dégradés, ou encore voir ses parents évoluer dans la précarité et le chômage. Ce sont les enfants des travailleurs qui se révoltent. Ceux dont les parents ont eux-mêmes du mal à payer les factures, les produits alimentaires et à finir les fins de mois. Les incendies, les pillages et les dégradations ne sont pas une issue, mais ils ne tombent pas du ciel : ils sont le produit d'une société capitaliste fondée sur les inégalités, où une minorité de grands patrons s'enrichit tandis que la majorité s'appauvrit.

Pour faire reculer les riches patrons et le gouvernement à son service, les travailleurs doivent entrer dans la lutte en tant que travailleurs, dans les entreprises. Il faut imposer une hausse des salaires et revenus à la hauteur de l'augmentation des prix. Aujourd'hui, 2 200 € net par mois devraient constituer un minimum pour vivre dignement.

La mobilisation du 5 novembre en Martinique, à l'appel des syndicats, a montré une voie : celle de la mobilisation des travailleurs autour de leurs propres revendications. En Guadeloupe, la manifestation appelée par plusieurs syndicats et organisations politiques le 14 novembre doit montrer la force des travailleurs, autour des revendications de hausses de salaires, de lutte contre la vie chère, mais aussi de l'accès à l'eau et des services publics de qualité.

Nous avons tout à gagner à nous mobiliser nombreux, dans les entreprises et dans la rue. C'est ainsi que la colère pourra devenir une force collective de plus en plus consciente et capable de faire reculer les responsables de la vie chère, ces capitalistes qui dominent.

Martinique

Grève à IDEX !



Page 2

Guadeloupe

La colère des salariés de José Gaddarkhan



Page 3

Guadeloupe

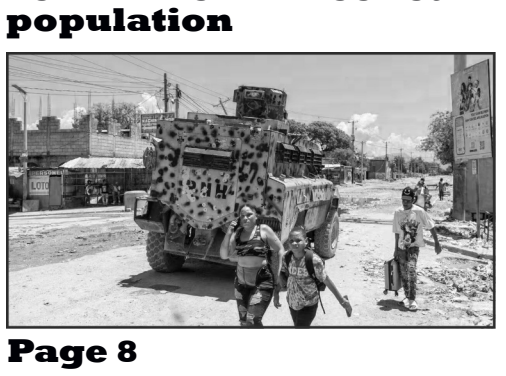
« *Nou Las Palé* » : après trois semaines de mobilisation



Page 5

Haïti

Les bandes armées et la population



Page 8

Martinique

Grève à IDEX !

Le 28 octobre dernier, les ouvriers d'IDEX Energies Antilles Guyane (IEAG) de Ducos en Martinique, se sont mis en grève.

C'est à propos du comportement insupportable du directeur d'agence. Ce monsieur n'arrête pas de harceler le personnel qui ne se plie pas à son autoritarisme.
Le personnel en lutte dénonce notamment le harcèlement subi par la secrétaire du CSE et les licenciements abusifs d'un agent chargé des ressources humaines et d'un technicien en Guadeloupe. Il dénonce aussi le harcèlement moral exercé par le directeur d'agence contre le personnel.
Les collègues de Guadeloupe et de Guyane leur ont apporté leur solidarité.
Déjà, en décembre 2025, les ouvriers de Martinique, Guadeloupe et de Guyane s'étaient mis en grève, contre des harcèlements moraux et pour une augmentation générale de salaires de 80 €. Après plus d'une semaine de grève, la direction avait été obligée de satisfaire leurs revendications.



Si elle fait semblant de l'oublier, les travailleurs en lutte tiennent à le lui rappeler.

Morne-Rouge : la terre à ceux qui la travaillent

Le 26 octobre dernier, les occupants de terre du domaine de Providence au Morne-Rouge organisés en collectif, étaient mobilisés contre la vente des terres qu'ils occupent depuis 1983.

Ils tenaient une conférence de presse sur les lieux mêmes de l'occupation. En présence de leur avocat et de leurs soutiens ils dénonçaient le projet de vente par parcelles porté par la SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural).
En 1983, jeunes agriculteurs, ils avaient occupé ces terres en friche depuis de nombreuses années. Depuis 43 ans, organisés en GIE (groupement d'intérêt économique) ils ont fait des investissements sur ces terres pour les mettre en culture et ils développent des cultures vivrières. Une vingtaine de familles les exploitent toujours avec la volonté de maintenir la terre dans la production agricole.
En 2025 la SAFER Martinique est devenue propriétaire des lieux après avoir racheté la terre aux anciens propriétaires. Aujourd'hui, la SAFER veut vendre ces terres par parcelles, en favorisant la venue de nouveaux acquéreurs.
Les occupants s'opposent au projet de la SAFER. Le collectif revendique pour les occupants un bail de location, vente leur permettant de faire une acquisition progressive.

■

Main basse sur les terres agricoles

La transaction foncière entre le groupe BBS (Bellonnie, Bourdillon et Successeurs), l'un des fleurons de l'industrie des spiritueux et le groupe Les Bienheureux, concerne le passage de l'un à l'autre, de 1000 hectares de terres, plantées en canne, dans le sud de la Martinique.
C'est « un pavé dans la mare », de ceux qui passent leur temps, à faire des prêchi-prêchas, dénonçant la monoculture et disent défendre la souveraineté alimentaire. Car il faudra, un peu plus que des chimères, pour freiner l'appétit capitalistique des hommes d'affaires, et bâtir un autre monde.

5 novembre : pour une véritable riposte !

Plusieurs organisations syndicales en France ont lancé un appel à la grève générale jeudi 5 novembre 2026. Cette date avait été arrêtée depuis plusieurs semaines pour dénoncer les bas salaires et la vie chère. Cet appel fait suite au mouvement du 29 septembre 2026 qui concernait d'abord la fonction publique. La principale revendication mise en avant porte sur l'augmentation des salaires, des pensions de retraite, des minima sociaux.
La situation actuelle impacte les travailleurs, les retraités, les chômeurs, les bénéficiaires de minima sociaux, les jeunes : des revenus bloqués tandis que les prix ne cessent d'augmenter. Le gouvernement et le patronat mènent une véritable guerre contre les classes populaires en cherchant à imposer des restrictions.
Les lycéens et les étudiants mobilisés depuis plus d'un mois ont déjà ouvert la voie. En effet, ils occupent la rue et les établissements sont fermés. Et lors d'une manifestation le 17 octobre, la répression policière s'est abattue sur eux sans aucune retenue. Au 31 octobre, ils en étaient à leur troisième journée d'action.
En Martinique, la vie chère et la situation des travailleurs, des retraités, de la jeunesse, sont encore pires. Plusieurs syndicats dont la FSU, Solidaires, la CGTM, la CDMT, l'UNSA appellent à la grève le 5 novembre. Mais cette seule date ne saurait suffire car une seule journée ne fera pas reculer le gouvernement.

Guadeloupe

Meeting d'appel à la mobilisation le 14 !

Tenu le vendredi 30 octobre au Moule, le meeting a rassemblé 150 personnes. Il était organisé à l'appel du collectif des organisations en lutte, qui regroupe plusieurs syndicats, dont FO, la CGTG, l'UGTG, la FSU, ainsi que des organisations politiques comme Combat ouvrier, le Journal Rebelle et le LKP.
Les différentes interventions ont appelé les travailleurs à rejoindre la lutte. Dans le contexte actuel de montée de la colère, tous ont intérêt à faire entendre leurs revendications en tant que classe, pour défendre leurs intérêts contre le patronat et l'État.
Les postiers ayant mené tout récemment la grève ont ainsi pris la parole, tout comme la jeunesse, autour du mouvement lycéen et étudiant.
Tous ont appelé la population et les travailleurs à venir manifester le samedi 14 novembre à Pointe-à-Pitre !

■

-<u>Mardi 10 novembre à 19h</u> : Meeting d'appel à la mobilisation au Palais de la Mutualité, à Pointe-à-Pitre.
-<u>Samedi 14 novembre à 8h30</u> : Appel à la grève ! Manifestation au départ du Palais de la Mutualité, à Pointe-à-Pitre.

La colère des salariés de José Gaddarkhan

Le PIGE TV, un média d'information local et numérique de la Guadeloupe, a publié sur les réseaux sociaux le témoignage de trois salariés d'un grand patron du BTP, José Gaddarkhan, l'un des leaders du collectif « *Nou las palé* ».

Bernard, représentant du syndicat FO, a souligné qu' « *il n'y a pas de NAO (Négotiations annuelles obligatoires, depuis 14 ans), pas d'évolution de carrière, il y a des manquements au niveau de la médecine du travail. La CIBTP (Caisse de congés payés du bâtiment et travaux publics) n'est pas à jour. Les salariés n'ont pas pris de congés depuis quatre ans. Les congés payés ne sont pas versés aux salariés. Les charges sociales et fiscales ne sont pas payées. Ce sont des salaires différés non donnés aux salariés… L'entreprise SGEC (Société guadeloupéenne d'enrobés à chaud) est la première sur le marché grâce à notre travail… Le patron s'est enrichi, il possède des terres et des biens dans la Caraïbe.* »

Rodrigue, membre du CSE, ajoute que « *des organismes censés défendre les droits et le bien être des travailleurs, notamment l'inspection du travail n'a aucune réaction. Nous avons envoyé des courriers avec accusé de réception, nous avons délégué un avocat. Nous nous sommes déplacés, nous avons dû entrer en force. Une dame nous a finalement reçus, on a remis nos documents, on n'a toujours pas de réponse… On observe depuis septembre que les matériaux sont chargés dans de gros camions, on ne sait pas où ils vont. Ces matériaux utilisés pour les chantiers comme le sable, le gravier, le bitume sont vendus.* »

Jean Louis, membre du CSE, affirme qu'« *un bon nombre de camarades ont fait des burn-out, il y a des démissions en cascade. Certains ont dû chercher du boulot ailleurs pour assurer leur avenir. On a tous un crédit, un loyer à payer, on touche un salaire en deux mois, c'est compliqué. On ne peut pas y faire face. Face à cette situation, on dénonce notre souffrance à la SGEC. La plupart des ouvriers sont multitâches mais on n'est pas payé pour ces multitâches. C'est encore un manque à gagner. Monsieur Gaddarkhan se sert de nos compétences, de notre force de travail sans nous payer.* »



■

Chlordécone : une maigre indemnité !

L'État a été condamné à indemniser un ancien ouvrier de la banane atteint d'un cancer de la prostate dû au chlordécone. Le versement de l'État est de 28 500 €, loin du 1,12 million d'euros de dédommagement demandé par l'ouvrier.

L'ouvrier agricole a travaillé dans les bananeraies entre 1955 et 1992. Le cancer de la prostate a été détecté en 2010. Ce n'est que 13 ans après, en 2023, que les médecins reconnaissent sa maladie comme liée au chlordécone.

C'est une bataille gagnée contre l'État. Cependant 28 500 € ce n'est rien en comparaison des millions encaissés par les grosses familles exploiteuses qui ont commercialisé ce poison et l'ont fait épandre au détriment de toute la population.

Le représentant de l'État s'est défendu au tribunal, estimant que la demande de réparation de l'ouvrier est trop tardive. Ayant même le culot de dire que l'ouvrier aurait pu demander réparation en 1990 ou à l'annonce de son cancer !

En attendant, les gros békés responsables de l'empoisonnement s'en sortent bien. L'État prend un minimum en charge, eux n'ont pas une miette à verser !



Manifestation à Fort-de-France en février 2021.

Des mobilisations contre la vie chère

En Martinique, les mobilisations contre la vie chère qui ont repris à l'initiative du RPPRAC depuis le 19 octobre dernier ont continué ces dernières semaines.

Certaines soirées, ou au petit matin, les voies de plusieurs communes du Sud, du Nord et Fort-de-France ont été obstruées avec des palettes et détritus enflammés pour interpeller les autorités. Des opérations de boycott de certaines grandes surfaces ont été menées aussi par les militants ou sympathisants du RPPRAC. Les entrées des établissements étaient alors occupées par les manifestants ou bien encore les entrées des parkings barrées par des palettes, empêchant l'accès aux lieux. Cela a été le cas à M. Bricolage au Lamentin, ou au centre commercial Océanis au Robert. Jusqu'à présent, la population reste plutôt spectatrice, même si certains disent : « *c'est pour la bonne cause* ».

Cela a été le cas encore le vendredi 30 octobre au magasin Carrefour de Dillon, donnant lieu à un long face à face entre militants et forces de répression qui n'ont pas manqué de lancer leurs grenades pour les disperser. Ce sont là les profits de Bernard Hayot qui sont visés, même si ces actions ne remplacent pas une mobilisation large des travailleurs eux-mêmes face aux patrons qui s'enrichissent sur leur dos.



Militants devant Carrefour Dillon en octobre 2026.

■

Superprofits de TotalEnergies : du racket

Les bénéfices de TotalEnergies s'élèvent au-delà des 7 milliards d'euros pour le troisième trimestre de 2026. En parallèle, les carburants coûtent toujours plus cher aux travailleurs.

C'est un véritable racket qui bénéficie principalement aux actionnaires des entreprises pétrolières, avec la complicité des États capitalistes dont la France.

Pendant que le gouvernement cherche par tous les moyens à épargner les entreprises comme TotalEnergies, Exxon ou BP, autres multinationales pétrolières, il continue à être pingre et n'ouvre ses aides qu'aux « gros rouleurs » sélectionnés par ses soins. Certains travailleurs ne peuvent se passer de gaz et carburant pour se chauffer, se déplacer, cuisiner… Ils ne pourront compter que sur eux-mêmes.

Les luttes des jeunes et des travailleurs en cours pourraient se renforcer et se donner pour objectif d'aller chercher dans les profits de TotalEnargies l'argent nécessaire pour satisfaire leurs revendications : rénovation des lycées, des facultés, augmentation des salaires, des pensions de retraite, des allocations chômage et handicap, des bourses scolaires... ■



Patrick Pouyanné, le PDG de TotalEnergies.

Les prix du carburant augmentent la vie chère

Hausser, baisser (ou faire semblant), la SARA (Société Anonyme de la Raffinerie des Antilles) et la Préfecture jouent au plus malin avec nous. Mais ils ne trompent personne.

Il y a un an, en novembre 2025, le sans-plomb et le gazole coûtaient respectivement 1,78 € et 1,65 € en Guadeloupe. Sous prétexte de l'augmentation du prix du pétrole brut en Mer du Nord, après l'agression israélo-américaine sur l'Iran, et le blocage du détroit d'Ormuz, les prix des carburants ont flambé en Guadeloupe et en Martinique, dépassant largement les 2 € le litre. Or la SARA ne s'approvisionne pas dans cette zone.

Pour répondre aux manifestations en France, Macron et son gouvernement ont débloqué des « stocks stratégiques » et ont assuré que les prix du gazole allaient baisser de 18 à 21 centimes. Pour l'instant, nous ne sommes pas bénéficiaires de cette demi-mesure, mais il fallait faire un geste. Alors le gazole a perdu 3 centimes, mais en revanche le super a augmenté de 6 centimes, et la bouteille de gaz de près de 4 euros !

Pendant ce temps, TotalEnergies, qui contrôle la SARA, a fait 8,3 milliards d'euros de bénéfices au troisième trimestre, contre 3,7 milliards en 2025.

Cherchez l'erreur ! ■

Guadeloupe

Wendy Olibrice : une vie brisée par les gendarmes

Wendy Olibrice a 23 ans. Au moment où nous écrivons il est entre la vie et la mort, plongé dans un coma artificiel après avoir été grièvement blessé par les gendarmes dans la nuit du 20 au 21 octobre.

Des gendarmes l'ont percuté avec leur véhicule avant de le passer à tabac et de l'embarquer. Son état est tellement grave qu'il a dû subir une opération chirurgicale, être placé dans un coma artificiel et être transféré dans un hôpital de l'Hexagone.

L'intervention des gendarmes s'est déroulée à Petit-Paris, un quartier populaire de Basse-Terre, dans un contexte où les jeunes auraient voulu mettre en place un barrage.

La brutalité des gendarmes est insoutenable et disproportionnée. C'est à l'image de cette société où les nantis ont tous les droits mais on voudrait que ces jeunes acceptent la misère en silence, qu'ils encaissent les injustices sans broncher. Et lorsqu'ils expriment leur colère, c'est au risque de se faire tuer par les forces de répression de l'État.

Tout le soutien doit être à la famille et aux jeunes plongés dans l'angoisse. Toute la lumière doit être faite sur l'agression des gendarmes. ■

Martinique

SODEM : ni responsables, ni coupables

En mai 2024, dans l'affaire dite de la SODEM (Société de Développement de la Martinique), le tribunal correctionnel de Fort-de-France avait rendu une décision condamnant uniquement deux directeurs, mais épargnant tous les élus politiques. Le procureur avait fait appel du jugement.

Le dossier est revenu devant la Cour d'appel jeudi 22 octobre 2026. Dans cette affaire, la justice pointe des délits de favoritisme et de recel de favoritisme dans la gestion des marchés confiés à la SODEM. Serge Letchimy, président du conseil exécutif de la CTM (Collectivité territoriale de Martinique), Jean Crusol, ancien président de la SODEM et Athanase Jeanne-Rose, ancien président de la CFTU sont notamment mis en cause. Dans l'affaire, près de 4 millions d'euros destinés à dédommager les riverains délogés pour permettre le passage des deux voies sur TCSP (transport en commun en site propre) à Sainte-Thérèse se sont évaporés et les riverains concernés n'ont jamais vu la couleur de l'argent, alors que les fonds avaient bien été débloqués.

En première instance, deux « lampistes » ont été sanctionnés et des responsables politiques ont été épargnés. Lors de l'audience en appel, le procureur a redemandé la condamnation des politiques à des peines d'amende et de prison avec sursis.

Cette affaire est un vrai scandale. Ceux qui ont été grugés, ce sont des pauvres du quartier qui ont fait confiance à ceux qui leur ont fait des promesses. Ce dossier provoque un certain dégoût dans la population. Il est à l'image de la société dans laquelle nous vivons : tolérante vis-à-vis des plus fortunés et de ceux qui sont au pouvoir, sans pitié pour la population pauvre.

France

Trappes : attentat raciste

Kevin T. a tiré en rafale sur des personnes noires et d'origine arabe. Il a tué un homme, Pengo Bossio Wangui connu comme sportif espoir de MMA (arts martiaux mixtes). Puis il a blessé quatre personnes dont une fillette de 12 ans atteinte de huit balles. Après son arrestation, le tueur a déclaré avoir *« spécifiquement ciblé »* des personnes de type *« musulman ou africain, nord-africain.»* car Trappes serait un *«.repaire d'islamistes »*.

Le racisme est alimenté au quotidien par la droite et l'extrême droite anti immigrés.

Qui favorise la contagion de la peste raciste depuis des années ? Le RN bien sûr, mais aussi des ministres, actuels ou anciens, Darmanin, Retailleau, et autres, relayés par des médias complaisants, qui, à des fins électorales, veulent concurrencer le RN en la matière. Leurs déclarations répétées contre les migrants et les musulmans alimentent la haine dont se nourrissent les apprentis fascistes et les meurtriers.

Et voilà un des résultats.



Pengo Bossio Wangui

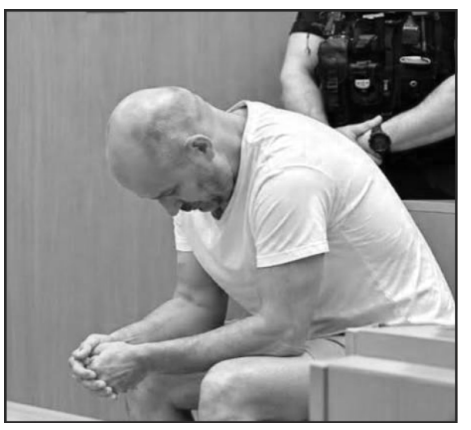
Martinique

Un raciste traqué et jugé !

Après l'attentat de Trappes, qui a fait un mort et plusieurs blessés, un habitant blanc de Sainte-Luce a commenté sur les réseaux : *« Il faudrait plus de Kévin »* et encore *« C'est bien, le grand nettoyage va commencer »*. Ces commentaires ont immédiatement provoqué un tollé. Des manifestants se sont regroupés et ils ont bouclé son quartier le dimanche même. Il a été embarqué vers la gendarmerie sous bonne escorte et mis en garde à vue. Plusieurs élus s'en sont mêlés et ont fait appel au procureur pour que l'homme soit jugé pour ses propos racistes reçus comme des appels au meurtre. Trois jours plus tard, l'homme était jugé en comparution immédiate. Il a écopé de 12 mois de prison dont 8 fermes pour « apologie du terrorisme », et d'une interdiction de séjourner en Martinique durant trois ans.

Aucun raciste ne doit se sentir à l'aise nulle part !

■



Patrick Mammale au tribunal le 26 octobre 2026.

Guadeloupe

« Nou Las Palé » : après trois semaines de mobilisation

Le 25 octobre dernier, le préfet avait convié le collectif NLP (*Nou Las Palé*, Nous sommes fatigués de parler) à une rencontre. Mais le collectif ne s'y est pas rendu faute de convocation en bonne et due forme, dit-il.

En conférence de presse le 28 octobre, les représentants du NLP ont de nouveau réclamé cette rencontre.

Ce collectif constitué d'environ 16 organisations est un regroupement d'associations, d'artisans, de marins-pêcheurs, d'agriculteurs et de syndicats patronaux. Le Collectif de défense mobile (LCDM) mené par Hubert Quiaba est partie prenante ainsi que José Gaddarkhan, grand patron local et président de la Fédération Régionale du Bâtiment et des Travaux Publics (FRBTP). Certains patrons ont depuis quitté le NLP : Alex Bandou de l'Union des producteurs de la Guadeloupe (UPG), Alan Nagam, président de la FTPE (Fédération des Très Petites Entreprises) et Dominique Virassamy, président de Sauvez Nos Entreprises Guadeloupéennes (SNEG).

NLP met en avant douze revendications concernant notamment l'eau, le prix des carburants et la vie chère. Ils dénoncent aussi les difficultés des entreprises surtout celles du commerce et du BTP.

La 14 octobre, le NLP avait commencé des barrages routiers, bloquant toutes les entrées de la zone industrielle et commerciale de Jarry, ainsi qu'une partie de la route nationale de Moudong Sud à Baie-Mahault.

Des jeunes des quartiers populaires se sont fait entendre en bloquant leur quartier au Gosier, à Sainte-Rose, Sainte-Anne, Capesterre-Belle-Eau, à Basse-Terre, n'hésitant pas à affronter les gendarmes et à tirer à balles réelles. Des commerces ont été pillés et incendiés.

Désormais, les barrages sont moins nombreux et sont systématiquement levés par les gendarmes. Le 31 octobre, un barrage au rond-point de la Boucan à Sainte-Rose a été érigé par des membres du NLP et rapidement dégagé.

Les revendications du NLP concernant la vie quotidienne des classes populaires sont justes et ont le soutien d'une partie la population. Mais dans ce collectif, un certain nombre de patrons, parmi les plus gros de l'île, défendent leurs propres intérêts.

Les petits patrons sont ceux qui sont les plus en difficulté. Ils veulent sauver leur peau. Tandis



Conférence de presse du NLP le 28 octobre 2026. ©RCI

que d'autres sont bien mieux lotis comme José Gaddarkhan. D'ailleurs, il vient d'obtenir la mise en redressement judiciaire de trois de ses sociétés. Des salariés ont dénoncé ses pratiques : il ne paie pas les salaires en temps et en heure, il ne paie pas les caisses de retraite et de congés payés de ses salariés alors qu'il acquiert des biens et des propriétés en Guadeloupe et dans la Caraïbe.

En demandant l'effacement de ses dettes sociales et fiscales, Gaddarkhan veut maximiser ses profits. En 2013, il avait bloqué Jarry avec des camions conduits par des ouvriers de son entreprise. Il avait obtenu l'effacement de 20 millions d'euros de ses dettes. Puis il avait licencié 20 ouvriers dans la foulée.

Défendre soi-disant la Guadeloupe ne veut pas dire défendre les intérêts des classes populaires. Les intérêts du grand patronat diffèrent de ceux des salariés.

Il n'est nullement question pour le NLP de revendiquer des augmentations de salaire puisque ce sont les intérêts du patronat qui priment dans ce collectif.

C'est pourquoi nous ne soutenons pas le NLP en tant que tel.

Nous appelons les travailleurs à se regrouper pour défendre leurs propres intérêts et à se mettre en grève pour exiger des augmentations de salaire.

Brésil : après la victoire de Lula

Il était devancé par son adversaire, Flavio Bolsonaro à l'issue du premier tour. Mais Lula a effectué une remontée inattendue de 4 millions de voix. Il obtient 51,79% des voix et Bolsonaro 48,21%.

Lula est âgé de 81 ans. Il s'apprête à exercer son quatrième mandat présidentiel. Il a ainsi été président de janvier 2003 à décembre 2010, puis à nouveau en janvier 2023. Dans l'intervalle, le père de Flavio Bolsonaro, Jair Bolsonaro, a dirigé le Brésil. Les deux appartiennent à l'extrême droite, pro Étatsunienne. Ils sont proches de Trump, qui a accueilli Bolsonaro fils et sa famille à Miami après leur fuite du pays au lendemain des élections.

Lula est un ancien syndicaliste de la métallurgie qui a dirigé d'importantes grèves à l'époque de la dictature militaire qui a sévi entre 1964 et 1970. Il affirme que *« le Brésil ne se rangera jamais dans le jardin de personne »*, tenant ainsi tête aux États-Unis.

Lors du premier tour des élections, on a pu remarquer une abstention importante dans les zones les plus pauvres du Brésil. Entre les deux tours, Lula a revalorisé la « Bourse familiale », une allocation versée aux plus démunis. Il a également baissé la durée hebdomadaire du travail de 44 à 40 heures. Cela a pu décider nombre d'abstentionnistes. Mais la déception des classes pauvres vis-à-vis de ce gouvernement de gauche est perceptible.

Le Brésil a connu un certain développement au cours des mandatures de Lula, qui a pu permettre certains programmes sociaux. Mais depuis 2015, le pays a été touché par la crise et est entré en récession, accentuée par la crise du covid. La grande pauvreté touche de nombreux habitants, les inégalités sociales sont profondes. Le racisme touche violemment Noirs et Métis qui sont les premières victimes du chômage et des meurtres policiers et sont la majorité des emprisonnés.

La victoire de Lula a soulagé beaucoup d'anti Bolsonaro. Mais elle ne fait pas de lui le président des travailleurs et des pauvres.

Italie : la colère monte

Des centaines de milliers d'étudiants et de travailleurs sont descendus dans la rue vendredi 30 octobre en Italie, réclamant davantage de financements pour les écoles et des mesures contre la hausse vertigineuse du coût de la vie.

Les étudiants dénoncent un loyer hors de portée et qui pèse lourdement sur les épaules des parents avec des logements étudiants pouvant atteindre 1 200 euros mensuels pour une chambre individuelle dans la capitale italienne.

Les manifestants, auxquels s'étaient joint des travailleurs, réclamaient aussi des mesures contre l'augmentation du coût de la vie. Le gouvernement a annoncé un plan d'aide de 175,2 millions d'euros destiné aux routiers, agriculteurs et pêcheurs touchés par l'envolée des prix des carburants.

Des mesures en faveur des jeunes et des familles sont également prévues dans le projet de budget 2027, comme une prime annuelle de 2 500 euros pour les travailleurs de moins de 30 ans.

La seule menace que les travailleurs s'y mettent, que la fronde estudiantine débouche sur une crise sociale, sur des grèves, voire une grève générale, inquiète la bourgeoisie et son gouvernement. C'est donc la voie à suivre ! ■



Naples, 24 octobre 2026

Allemagne : révolte de la jeunesse

En Allemagne, mardi 27 octobre, dans des dizaines de villes, dont Berlin la capitale, des milliers de personnes ont manifesté. Ces manifestations s'inspirent des mouvements de colère des jeunes de France et d'Italie.

La jeunesse allemande s'oppose à la réintroduction du service militaire obligatoire et réclame des investissements accrus dans l'éducation. Par ailleurs, de nombreux jeunes sont aussi confrontés à la hausse du coût de la vie.

Des centaines de jeunes allemands se sont rassemblés encore samedi 31 octobre 2026, à la porte de Brandebourg, à Berlin pour dénoncer de nouveau le coût de la vie élevé, le délabrement des établissements scolaires ou encore les réductions des dépenses publiques.

Environ 150 000 personnes ont manifesté dans les rues de toute l'Allemagne avec des regroupements dans une trentaine de villes.

Servir de chair à canon et l'augmentation de la dette publique pour les profits capitalistes, la jeunesse allemande le refuse. Leur révolte est salutaire.



Berlin le 31 octobre 2026.

Martinique

Souffrance à la direction du travail

Vendredi 23 octobre 2026, une agente de la Direction de l'Économie, de l'Emploi, du Travail de Solidarités (DEETS), s'est suicidée.

Quelques jours plus tôt, une autre agente aurait essayé de le faire, à cause des souffrances qu'elle ressentirait au travail. Ces deux situations tragiques ont provoqué un grand émoi parmi leurs collègues.

Côté direction, la préfecture a choisi de réserver sa réaction au résultat de l'enquête diligentée sur la situation.

Dans cette société capitaliste, qu'il s'agisse du public ou du privé, il arrive que les cadences accélérées, le harcèlement imposé par le patronat ou par les supérieurs hiérarchiques aboutissent à de tels drames. C'est une société à renverser ! ■

L'ordinaire du capitalisme

Jusqu'à 400 000 euros requis par la justice à l'encontre de la société pour 5 millions d'euros potentiellement détournés dans l'affaire Madivial.

Trois ans de prison dont un avec sursis pour deux dirigeants.

L'affaire de la coopérative agricole et d'élevage concernant des soupçons de fraude et une surproduction organisée, remonte aux années 2016-2017. Les dirigeants sont accusés d'avoir détruit de la marchandise pour toucher des aides européennes. La décision sur cette affaire sera rendue en janvier 2027. Il s'agirait d'une affaire de détournement de fonds publics. Rien de nouveau sous le capitalisme. ■

L'expédition militaire pour le canal de Suez

Le 31 octobre 1956, la France et la Grande-Bretagne, les deux plus vieilles puissances coloniales européennes, se lançaient dans une expédition militaire contre l'Égypte. C'était une riposte à la nationalisation du canal de Suez trois mois plus tôt par le président égyptien, le colonel Gamal Abdel Nasser.

D'énormes intérêts économiques étaient en jeu autour de ce canal qui se situe sur le territoire égyptien. Par lui transite une bonne partie du trafic maritime entre l'Asie et l'Europe. Il était jusque-là contrôlé conjointement par la France et la Grande-Bretagne.

Les prémices

L'Égypte était une semi-colonie britannique de 1882 à 1914. À partir de 1914, le statut du pays évolua vers une forme d'indépendance avec des gouvernements égyptiens à la botte de l'impérialisme anglais. Les colons anglais vivaient dans des quartiers aisés avec tout le confort tandis que la majorité de la population égyptienne vivait dans la pauvreté et le dénuement.

Le canal de Suez était un symbole de la domination anglaise, gardé militairement par les Anglais et dont les droits de passage et les retombées financières revenaient principalement aux impérialistes anglais et français.

En 1952, un coup d'État militaire renversa le régime monarchique égyptien. Les « Officiers libres », menés par Nasser, prirent le pouvoir.

Nasser se voulait l'un des meneurs des pays du Tiers Monde dits « non-alignés » (Chine, Inde…), c'est-à-dire neutres par rapport aux deux blocs opposés pendant la guerre froide : les États-Unis et ses alliés occidentaux d'un côté et l'URSS (Union des Républiques Socialistes Soviétiques) et ses alliés de l'autre.

Sauf que Nasser comme tous les autres « non-alignés » savait manœuvrer pour ses intérêts. Après avoir essuyé le refus de plusieurs pays occidentaux de lui livrer du matériel militaire, Nasser se tourna vers l'URSS pour en obtenir. Il se fit dès lors des ennemis dans le bloc occidental. Il fut traité de dictateur et des financements pour des travaux sur le haut barrage d'Assouan, devant permettre en outre l'électrification du pays, lui furent refusés.

En réaction, Nasser proclama la nationalisation du Canal de Suez le 26 juillet 1956.

La nationalisation, un symbole

Nasser déclara que lorsque le canal fut acquis à l'Egypte, « *le dernier verrou du dernier empire était tombé* ». La nationalisation valut à Nasser une popularité immense parmi le peuple égyptien et dans le monde arabe en général.

Mais derrière les grandes déclarations, pour ne pas fâcher les grandes puissances occidentales, le gouvernement égyptien organisa l'indemnisation des porteurs d'actions de la Compagnie de Suez.

Il n'empêche que cette nationalisation était une véritable gifle au visage des vieilles puissances coloniales anglaise et française qui décidèrent la riposte.

La riposte impérialiste

Le Premier ministre britannique déclara aussitôt : « *Nous ne pouvons pas accepter cet acte de pillage* ». En France, Guy Mollet, président du conseil, socialiste, exigea une « *riposte énergique et sévère contre l'apprenti dictateur* ». La presse européenne se mit à comparer Nasser à un « nouvel Hitler ».



Nasser acclamé par la foule au Caire en août 1956. © Photo : Rue des Archives/AGIP

L'État d'Israël, qui n'avait pas dix ans d'existence, allait servir de prétexte pour l'intervention. D'un commun accord avec les Anglais et les Français, Israël attaqua l'Égypte le 31 octobre 1956. C'était le signal pour l'intervention militaire anglaise et française à partir du 1er novembre pour soi-disant séparer les belligérants et garantir la liberté de navigation sur le canal. Les corps expéditionnaires français et anglais commencèrent à bombarder les grandes villes égyptiennes avant de lâcher leurs parachutistes sur Port-Saïd.

Finalement, cette attaque coûta la vie à environ un millier d'Égyptiens principalement des civils.

Le veto des États-Unis

Ce sont les États-Unis qui mirent le holà à cette intervention militaire.

Ils obligèrent Français, Anglais et Israéliens à se retirer.

Le cessez-le-feu prit effet dans la nuit de 6 au 7 novembre. Cet ultimatum américain permit aux États-Unis de se positionner comme le véritable maître du monde impérialiste face aux deux vieilles puissances coloniales.

Dorénavant ce serait eux qui feraient la loi au Proche-Orient et dans le monde.

Le nationaliste Nasser, après avoir flirté avec l'URSS, se rapprocha des États-Unis. Les gouvernements égyptiens lui ayant succédé furent des alliés de plus en plus complaisants des puissances occidentales.

Après cet épisode, le canal de Suez est resté nationalisé. Mais l'économie de la région est toujours étouffée par l'impérialisme américain et ses trusts. Israël, armé par les pays occidentaux, fait la pluie et le beau temps dans la région.

Le nationalisme est une impasse pour les peuples. Le combat pour se libérer du joug impérialiste et de ses bourgeois locaux ne pourra être qu'international.

Dans les entreprises

Écho de l'aéroport (Maryse Condé)

Kaz'prop : nou travay, péyé nou !

Ça commence à bien faire : nous effectuons le nettoyage des avions en temps et en heure, sans jamais rechigner. Mais quand il s'agit de nous payer, le patron nous verse la moitié du salaire, et en plus avec retard ! Il prétend que les clients (les compagnies) ne le paient pas de façon régulière, dans les délais prévus.

S'il a des problèmes de trésorerie, cela ne nous regarde pas. Nous avons des traites à payer et des familles à notre charge. Alors, qu'il se débrouille, sinon les avions risquent de repartir dans l'état où ils sont arrivés…

La voix des communaux (Abymes)

Ayen paka fèt o azar

La semaine dernière, cinq véhicules utilitaires ont été dérobés ainsi que des clés d'autres véhicules au sein du Centre technique municipal. Cet événement se produit alors que la colère gronde partout sur l'île. C'est le bon moment pour poser nos revendications et exiger plus d'effectifs et plus de moyens au service technique.

L'Écho des hôpitaux (Martinique)

Tuer ou soigner… leur choix est fait

Dans le budget 2027, le gouvernement veut faire 9 milliards d'économies sur la Sécurité Sociale, dont 5 milliards directement sur la Santé : médicaments déremboursés, arrêts-maladie sabrés, soins dentaires, transports sanitaires moins remboursés, tout y passe. Le budget de la défense, lui, augmentera de 6,4 milliards. Tout un programme.

Chantiers en lutte (Martinique)

Résultat : un bras cassé ! Jusqu'à quand ?

Dernièrement un collègue s'est cassé le bras suite à une manipulation d'un container rendue difficile du fait de l'environnement de la cour. La direction attend-elle un accident encore plus grave ? En tout cas, nous ne voulons pas y laisser notre peau !

COMBAT OUVRIER
Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Haïti

Les bandes armées et la population

Dans les quartiers au nord de Port-au-Prince, la population se retrouve piégée dans les affrontements entre les militaires salvadoriens et les gangs depuis que quatre soldats salvadoriens ont été enlevés par les gangs le 18 octobre.



Un blindé en patrouille.

Annonçant : « *Nous allons donner une leçon aux gangs* », le président salvadorien a expédié 2000 soldats supplémentaires pour rechercher ses hommes et « *châtier les ravisseurs* ». Il rappelle que dans son pays il a démantelé les gangs trafiquants de drogue et promet de faire de même en Haïti en ramenant ses hommes. Mais jusqu'à présent, les attaques menées avec des drones, des hélicoptères et quelques véhicules blindés restent infructueuses.

Les gangs se sont repliés vers leurs abris et ce sont les familles vivant dans ces zones de combat qui sont touchées par les attaques des soldats. Les habitants restent cloîtrés chez eux, restreignent leurs activités pour éviter les balles perdues. Ceux qui le peuvent fuient les affrontements à la recherche de quartiers moins exposés.

Dans une commune voisine la police a attaqué les gangs le 29 octobre, et une dizaine de bandits ont été tués. Les gangs ont mené des représailles sur les habitants le 31 octobre au matin. Le bilan a été une dizaine de morts, des civils et membres de la brigade d'auto-défense, les familles ont quitté la zone en nombre pour aller vers un camp de déplacés.

Mais ce même 31 octobre au soir une partie de la population et une brigade de défense appuyée par quelques policiers ont répliqué. Ils ont déclenché une mobilisation « *Bwa Kalé* » dans la commune. Les bandits capturés ont été exécutés et les gangs ont reculé.

La population a montré ce samedi soir qu'elle ne se laissera pas envahir sans combattre. Pris au piège dans ces prisons à ciel ouvert, les habitants vivent dans une insécurité permanente, menacés de mort sous n'importe quel prétexte. Certains espèrent en un sauveur salvadorien pour les libérer. D'autres comptent sur leur capacité à organiser leurs forces, s'armer, se mobiliser et lutter collectivement.

Commonwealth

Sa majesté est trop bonne !

Le sommet du Commonwealth, qui réunit la Grande-Bretagne et un certain nombre de ses anciennes colonies, se tiendra du 1er au 4 novembre à Antigua-et-Barbuda.

Le roi Charles III a promis d'évoquer le problème de l'esclavage et est prêt à « *parler avec franchise* » du passé esclavagiste de son pays. Plusieurs pays de la Caraïbe anglophone se prononcent en faveur de réparations concernant la traite négrière et l'esclavage.

Mais le roi a bien prévenu qu'aller au-delà, par des réparations financières par exemple, ne dépend pas de lui. Et le Premier ministre britannique Andy Burnham, du Parti travailliste, a bien précisé qu'il n'était pas question de réparations financières. Hollande, en 2015, avait parlé de réparations concernant Haïti. Dès le lendemain, il avait corrigé en parlant de réparations « *au sens moral du terme* ».

Burnham s'apprête à faire la même chose. Il ose même mettre en avant le fait que la Grande-Bretagne « *a été à la pointe du progrès mondial dans l'abolition de l'esclavage – et (peut) à nouveau faire preuve de leadership aujourd'hui* ». Ben voyons !

Il est illusoire d'attendre que les pays capitalistes se transforment en organisations caritatives. La seule perspective réaliste passe par une révolution socialiste pour renverser ce système à l'échelle mondiale.

Guadeloupe

Écho de France Travail

La direction nous accorde des miettes ou rien du tout !

Pour les agents de droit privé, le résultat des NAO c'est 1,5 % d'augmentation des salaires. Pour les agents de droit public, aucune augmentation ! Jusqu'à ce que nous refusions collectivement l'inacceptable. ■

ABONNEMENT

12 MOIS :
Sous pli fermé 33 €
Sous pli ouvert 25€

Je désire m'abonner au journal *Combat ouvrier* pour une période de .... mois.

NOM : .....
Prénom : .....
Adresse : .....
.....

Ci-joint par chèque la somme de ..... euros.

Règlement par chèque adressé à :

M. Philippe ANAÏS
Combat ouvrier
1111 Rés. Matéliane, L'Aiguille - 97128 GOYAVE - Guadeloupe, Antilles Françaises

Reponsable de la publication : P. ANAÏS
Adresser toute correspondance
EN GUADELOUPE : Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, L'Aiguille, 97128 GOYAVE - Guadeloupe
Tel : 0690 73 48 93
EN MARTINIQUE : Louis MAUGÉE
BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex
Tel : 0696 82 26 21
Composition - Impression Imp. PMC-fwi
Commission paritaire : 51728
Site internet : combat-ouvrier.com
Courriel : redaction@combat-ouvrier.com
Combat ouvrier est aussi sur Facebook, Instagram et TikTok.